

ARTICLE 18 – SYNDICS

Les syndics sont élus par acclamation à l'assemblée générale ou par vote référendaire dans les 24 à 48 heures ouvrables suivants l'assemblée advenant qu'il y ait plus d'une candidature. Les syndics sont élus pour un mandat de trois (3) ans dont la date d'échéance apparaît à l'annexe des présents statuts, les fins de mandat doivent prévoir un chevauchement. Les membres élus de la structure syndicale ne peuvent accéder à un poste de syndic.

Les syndics remplissent les fonctions suivantes :

- a) Vérifient les livres de trésorerie et exercent une surveillance générale sur les biens de la section locale. Une telle surveillance générale comprendra, entre autres, la tâche de s'assurer que la trésorerie se conforme aux dispositions des articles 14.04 l) et m);
- b) Examinent les livres et archives de la trésorerie et inspectent ou examinent tous les biens, titres et tous les autres éléments de l'actif de la section locale au moins une (1) fois par année civile;
- c) Déposent ensuite par écrit à la présidence et à la trésorerie, au plus tard le 15 mars, toutes les recommandations et les préoccupations que les syndics jugent nécessaire d'examiner afin de s'assurer que les fonds, les archives et les comptes de la section locale sont tenus par la trésorerie de manière ordonnée, correcte et adéquate;
- d) Déposent annuellement un rapport écrit à l'assemblée générale de la section locale faisant état des fonds et des comptes, du nombre de membres en règle, de membres admis, expulsés ou suspendus, ou qui se sont retirés, et de tout autre renseignement que les syndics jugent nécessaires à une saine et honnête administration de la section locale, lequel rapport est accompagné d'une copie écrite comprenant les recommandations soumises à la trésorerie et les réponses obtenues de cette dernière;
- e) Transmettent à la présidence et à la trésorerie du SCFP National, avec copie à la personne conseillère syndicale assignée un exemplaire du rapport complet de vérification sur la formule prescrite fournie par la trésorerie nationale ainsi qu'un exemplaire du rapport déposé à la dernière assemblée générale de la section locale;
- f) Lorsqu'une section locale fait appel aux services d'un comptable qualifié ou d'une maison de comptabilité, la vérification des livres et des archives financières doit être effectuée conformément aux dispositions des alinéas a), b), c) et d) du présent article des statuts. Une vérification réalisée par un comptable qualifié ou d'une maison de comptabilité n'aura pas pour effet de libérer les syndics de leur obligation courante relative à l'exercice d'une surveillance générale sur les biens de la section locale, telle que prévue à l'alinéa a), ni de produire un rapport écrit destiné aux membres, comme prévu aux alinéas b), c) et d), ni de libérer la trésorerie de ses obligations aux termes des dispositions de l'article 14.04 m), de répondre à toutes recommandations ou préoccupations soulevées au cours de la vérification.